

**« NOUS AVONS TROP MARCHÉ.
CETTE FOIS, ÇA NE MARCHE PLUS »**

Lors de la dernière marche blanche, Adjera rencontre de vieilles amies. Elles s'exclament : « *Tu te rends compte, en 1989, on marchait lors de la marche pour l'égalité contre les crimes racistes, là, on est en 2023 et on marche encore contre les crimes policiers !* » À ses côtés, son neveu lève le sourcil : Ladite marche des « Beurs » ? Lui n'était même pas né à cette époque. La sollicitation des autorités à appeler au calme accable Adjera. « *J'ai trop marché. Là, je ne marche plus.* » Adjera a été responsable associative à Saint-Denis pendant près de trente ans.

Mimouna, pour la première fois, n'est pas descendue dans la rue lors des émeutes de juillet dernier, pour échanger avec les jeunes. En 2005, elle avait pourtant passé temps et énergie au dialogue avec les jeunes de son quartier, et avec impact. Cette fois, dit-elle très calmement, « *je ne marche plus. Les belles promesses après 2005 n'ont pas été tenues. Quand ça brûle, on sonne les petites assos, les mamans et les femmes pour appeler au calme puis on nous renvoie à nos assos sans moyens. J'ai trop marché, je ne marche plus.* »

Mimouna est responsable associative à la Courneuve depuis près de 30 ans.

« *C'est de votre faute tout ce qui se passe ! C'est vos copains, vos frères qui cassent tout !* » Voilà ce que la professeure d'espagnol, en 2005, répond à Haya, jeune lycéenne qui souhaite une discussion en classe sur les émeutes survenues après la mort de Zyed et Bouna. « *Je voulais juste comprendre et bam, c'est ma faute ! Et aujourd'hui, j'ai le même sentiment : un gamin est mort, et c'est de sa faute, celle de sa maman, de ses camarades. De 2005 à 2023, on a l'impression que cela n'a pas changé pour les quartiers ; Certains jeunes nous disent : « Ils veulent nous tuer parce qu'on ne ressemble pas à ce qu'il faudrait ». Adolescente, je ne comprenais pas ce discours, je me demandais pourquoi ils agissaient ainsi, ces jeunes !... Aujourd'hui, il y a une vie qui est partie et je sais que ce n'est pas la première et que cela ne sera pas la dernière. Les autorités et le reste de la société s'en rendent compte quand ça brûle. Sauf que moi, ça brûle depuis que je suis née. Là, j'ai deux fils et je sais déjà que dans dix ans, ils seront contrôlés plusieurs fois dans une journée. Ce n'est pas normal et cela renforce ma détermination à continuer le combat, continuer à sentir le pouls du quartier et accompagner les victimes. Les vraies victimes ne sont pas là où on veut le faire croire. Je reste en mouvement : on continue de vouloir se sauver de cette condition et d'essayer de libérer la parole en organisant des groupes. Après, on nous appelle, petite asso, pour remettre du cadre. Moi, je marche plus, je fais pas de sitting devant la mairie, j'ai trop de travail de terrain à continuer, et, alors qu'on est tous, toutes choquées, enervé.es, cela demande de la détermination de le faire. »*

Haya est responsable associative à Grigny depuis 11 ans.

Souâd, journaliste, a entamé ses premiers articles de presse sur les crimes racistes... il y a 40 ans. À l'époque, elle croyait à un « *phénomène de société* ». Restée militante contre racismes, antisémitisme et sexisme, elle s'attache aux liens entre associations et institutions, mais conclut désormais à une systémie indéniable du racisme. « *La marche pour l'égalité en 1993 était une chance, il y avait foi dans la République dont racisme apparaissait comme le constant faux pas. La promesse n'a pas été tenue, le racisme s'est même normalisé. Aujourd'hui, on en appelle aux valeurs de la République qui, elle, faillit à son contrat social. Les petites assos sont méprisées ou ignorées, et même pas les plus grosses, et en cas de crise, on se rappelle qu'elles seules sont en lien réel avec le*

terrain. Que dire à nos jeunes, nos entourages ? La liste des victimes est trop longue, les mémoires trop vives. J'ai trop marché, là, je ne marche plus... »

Souâd est responsable associative en Île-de-France depuis 18 ans.

Ramata, le soir des émeutes, en voyant de loin un écran télévisé avec ce qu'elle a pris pour des feux d'artifice, a eu la pensée insolite que la République était en train de changer puisqu'elle célébrait le soir de l'Aïd. Puis, se rapprochant, elle a réalisé qu'il s'agissait d'un bus brûlé, de mortiers et là, elle-même mère de plusieurs enfants, a été bouleversée d'apprendre la mort d'un gamin qui aurait pu être le sien. *« J'ai vécu les émeutes de 2005 et on est toujours sur la même affaire. Hier, avec mon mari, on s'est dit que tous les enfants de ce pays ne vivraient pas le drame arrivé à Nahel, ce sont juste nos enfants. Je souffre parce que je me dis que demain mon fils, qui a la chance aujourd'hui d'avoir une voiture, aura la probabilité d'être contrôlé plusieurs fois et potentiellement, on peut le tuer d'un seul coup et cela ne va pas émouvoir grand monde. On dira juste que c'est de sa faute, et celle de sa mère. Aujourd'hui la société nous revoit qu'on est responsable, nous parents et habitant.es des quartiers, de ce qui nous arrive et personne ne se pose les bonnes questions. Et on a l'impression – et la peur – que dans 10 ans, on va se retrouver avec les mêmes problèmes, et nous les associations, on va continuer de se battre au quotidien. Cette cagnotte avec plus d'un million d'euros, qu'est-ce qu'elle dit : « Bravo, continuez ! Plus vous tuez, plus on vous récompense. ». En entendant le récit de la mémoire de toutes ces marches, de chacune, de comment on n'a pas avancé, je me dis que je ne marche plus, je continue de travailler sur le terrain, c'est l'essentiel. Je suis en colère, et dépassée aussi, et je garde quand même espoir parce que nous, on est là, réseau de petites assos, ensemble. »*

Ramata est responsable associative depuis 19 ans.

Paloma, qui a grandi en quartier où elle avait seulement 4 ans lors des émeutes de 2005, est aujourd'hui diplômée de sciences Politiques. Au terme du tour de cercle des membres du réseau et encouragée par certaines aînées, elle a osé prendre la parole à son tour. *« À nous écouter les unes les autres, il y a entre nous une mémoire intergénérationnelle parce qu'elle est très importante, même si j'étais toute petite en 2005. Ce qui me frappe, c'est que cette mémoire est très marquée par l'humiliation transmise par les parents, une mémoire de la frustration aussi. Mes parents, guadeloupéens, sont arrivés en métropole en souffrant beaucoup de leur classe sociale. Ils nous ont poussé dans une réussite scolaire en pensant que le système méritocratique valait. Au final, j'ai l'impression qu'il vaut seulement pour une poignée de jeunes – et j'en fais partie. Or, quand je vois ce qui se passe, j'ai l'impression que la promesse de réussite ne vaut rien. Même si ce n'étaient pas des lycées en ZEP, j'ai été dans des lycées difficiles et il y a toujours une poignée des élèves qui « s'en sortent ». Le reste est condamné. Pour avoir des ami.es et des connaissances qui ont participé aux émeutes qu'il y a eues, ce qui ressort beaucoup, c'est de ne rien valoir, d'être humiliés et aussi de porter l'humiliation historique des parents. C'est indicible, mais cela s'exprime aujourd'hui dans les flammes de tout ce qui est brûlé. Plus éloignée maintenant de ces quartiers, aujourd'hui, j'ai l'impression « d'avoir joué le jeu » comme on dit. D'avoir un peu réussi... Mais ce qui reste, au final, c'est beaucoup de souffrance, beaucoup d'anxiété. L'impression d'être dans cette promesse, mais d'en être exclue. Je suis très émue de tout cela et de tous nos récits... J'ai choisi de m'investir dans l'associatif parce que, pour le reste, je marche moins maintenant... »*

Paloma commence son engagement associatif depuis quelques mois

La mémoire des marches, c'est avant tout la mémoire des crimes racistes. D'abord héritée de l'histoire de l'immigration, d'abord des pères, même si elle fut tue. Puis, mémoire des fils, inspirée de l'histoire politique internationale par la marche d'un Martin Luther King en faveur des droits civiques, celle aussi d'un Gandhi ; « *On avait vu le film sur lui, et on s'était dit qu'on allait faire la même chose* », avaient raconté les initiateurs de la marche contre le racisme et pour l'égalité de 1983. Également, aussi, mémoire des femmes puisqu'à chaque mort, à chaque injustice, à chaque impunité, elles ont été là, premières victimes après les victimes elles-mêmes.

Mais la mémoire des crimes racistes, c'est celle de l'impuissance des marches. Cela fait si longtemps... La liste des victimes, toujours conjugué au masculin, s'allonge, sans que leur âge ne soit épargné jamais. Des générations de gamins ont su, par la perte impunie de leur copain, que leur vie portait un risque dont ni l'école ni la famille n'avaient pas prévenu. Puis les familles l'ont compris, transmis, par un non-dit ou pas et depuis des années ces générations savent, dans leur peau, leur corps, émotionnellement, que l'égalité n'est pas la même, point.

Les femmes n'ont jamais renoncé en rien : si elles continuent de porter leur voix contre pour dire non aux violences, dont celles des destructions que, cependant, elles n'amalgameront jamais celle de la perte d'une vie (si rebâtir un abribus coûte cher, et leur coûte cher puisque ce sont, eux, elles, les premiers à en pâtir, une vie ne se ressuscite pas), si elles continuent de respecter les valeurs de la république, elles doutent clairement de l'inverse.

Leurs luttes, initialement, s'inscrivaient dans une revendication sociale et politique : égalité pour tous, toutes. Comme lors de la marche de 1983 dont l'exigence était d'être considéré français.e comme tout autre, même droits, même égalité. Leur colère et indignation relevaient d'un mouvement aux mêmes échos, les années suivantes, de ceux (entre autres) de Gilets jaunes, de luttes pour la retraite, de droits au logement,... Un mouvement national.

Aujourd'hui, on a tellement négligé la dimension politique de leur revendication qu'elles ne marchent plus. Elles continuent d'occuper le terrain, par le biais d'associations de plus en plus dépouillées de tout soutien, financier et surtout de toute solidarité hors de leurs quartiers. Désormais bien éloignée de l'appel au calme « des mamans » que leur réclament les autorités, leur obsession politique s'est fondue dans celui de leur statut de mère : vouloir que leurs enfants restent en vie.

Souâd Belhaddad